

Citation style

Rotman, Youval: Rezension über: Évelyne Patlagean, *Un Moyen Âge grec. Byzance IXe-XVe siècle*, Paris: Michel, 2007, in: *Annales*, 2008, 2 - Histoire médiévale, S. 401-403, DOI: 10.15463/rec.1189730201

First published: *Annales*, 2008, 2 - Histoire médiévale

**Annales**

*Histoire, Sciences Sociales*

copyright

This article may be downloaded and/or used within the private copying exemption. Any further use without permission of the rights owner shall be subject to legal licences (§§ 44a-63a UrhG / German Copyright Act).

**Évelyne Patlagean**

*Un Moyen Âge grec. Byzance IX<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle*  
Paris, Albin Michel, « L'Évolution  
de l'humanité », 2007, 474 p.

Le livre de Marc Bloch, *La société féodale*, fut considéré dès sa parution en 1939 comme une œuvre maîtresse qui a fourni les structures sociales et économiques de la pensée historique sur le Moyen Âge. M. Bloch plaça au cœur de son œuvre la formation du système féodal, le système social qui caractérise les sociétés médiévales chrétiennes de l'Europe occidentale. Soixante-huit ans après sa parution, Évelyne Patlagean offre dans la même collection « un miroir » byzantin au modèle occidental. Son objectif est double : intégrer Byzance dans la discussion sur le Moyen Âge, et montrer qu'une telle intégration est essentielle à l'analyse de l'évolution historique tant de la civilisation byzantine que des sociétés de l'Europe médiévale. Le cas de Byzance s'avère unique pour la compréhension de l'histoire du Moyen Âge. Bien que Byzance ne soit pas « fille des invasions » comme l'Europe occidentale féodalise, l'empire grec apparaît chez É. Patlagean comme son jumeau, et donc le seul apte à lui servir de miroir. Ces deux formations historiques sont en effet issues du même empire romain tardif, en héritant de sa définition du *publicum*. Elles évoluent parallèlement mais séparément pour donner naissance, à l'époque moderne, l'une, à une constellation d'États modernes, l'autre, à des États grecs et slaves tous conquis par les Ottomans. Le livre propose l'étude d'une civilisation dans sa mutation historique complète en dégageant la forme de son évolution, les éléments et la signification de celle-ci. Il s'avance selon un plan à la fois structurel et historique, ce qui

rend sa lecture particulièrement stimulante. La mort politique de Byzance, connue d'emblée, trouve son explication à la fin de l'ouvrage, bien que celle-ci ne soit nullement l'objectif de l'auteur.

Le livre est divisé en trois parties. Après une « Ouverture » qui confronte la question féodale et l'histoire de Byzance, l'auteur retrace dans la deuxième partie, intitulée « Réseaux », la naissance aux IX<sup>e</sup>-XI<sup>e</sup> siècles d'une aristocratie cimentée par la parenté, qui accède au pouvoir en 1081. La troisième partie, « l'État impérial », révèle les structures d'un mécanisme du pouvoir politique qui se met en marche aux XI<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles, et qui se poursuit jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle. Le tableau habituel de la fragmentation de l'empire au XIII<sup>e</sup> siècle est remplacé ici par un modèle nouveau, « l'empire pluriel », révélateur de la dynamique qui intervient entre les structures politiques et les forces sociales qui se les approprient. *La société féodale* n'est pas perdue de vue pour autant comme point de repère du livre. La société byzantine se construit à partir des mêmes composantes qu'en Occident, mais celles-ci se structurent différemment.

À partir d'une étude onomastique, l'auteur reconstitue la naissance d'une aristocratie montante aux IX<sup>e</sup>-XI<sup>e</sup> siècles, produit de la puissance militaire et économique de certaines familles guerrières. L'analyse de l'évolution des normes relatives aux interdits de mariage lui permet d'esquisser le processus par lequel ces familles se définissent comme une classe. L'élargissement de ces prohibitions leur sert de ciment horizontal dans leur ascension politique. D'autre part, les liens de fidélité (qui sont ici des liens d'homme à homme) fournissent à la fois le ciment horizontal et vertical en instaurant des « amitiés » et des dépendances

qui constituent les « puissants » en tant que « seigneurs » de leurs « hommes ». Cette fidélité garantie par des procédures héritées de l'empire romain comme le serment, et sanctionnées à présent par l'Église, se traduit par un service. À Byzance, ce service est en principe rétribué par un bien ou un revenu d'origine fiscale au moyen de l'immunité ou de la dévolution. L'aristocratie se définit ainsi comme classe au travers des institutions publiques. Pour analyser la puissance publique en vue des besoins sociaux nouveaux, l'auteur retourne aux racines constantiniennes de celle-ci.

Le *publicum* revêt dans l'empire de Constantin un triple aspect – l'empereur, le fisc, l'Église. Tandis qu'avec la réforme de 297 le fisc est devenu titulaire d'un droit éminent sur la terre, l'empereur christianisé ne forme qu'un avec son Église. Le *x<sup>e</sup>* siècle est le théâtre d'une lutte entre les puissances privées et la puissance publique. L'aristocratie qui s'estime apte à viser l'empire trouve alors sur son chemin l'obstacle d'une dynastie de formule classique, les Basilides : c'est ainsi que l'auteur propose de nommer la dynastie issue de Basile I<sup>er</sup>. Le conflit qui se joue alors autour du pouvoir public permet à É. Patlagean une lecture nouvelle de la lutte entre « puissants » et « pauvres » autour de la possession de la terre et de sa rente fiscale. Ce conflit que l'auteur propose de marquer comme la fin de l'Antiquité aboutit à l'union de l'aristocratie et de la puissance publique. L'aristocratie triomphe, mais dès son arrivée au pouvoir elle investit sa dynamique de parenté dans le pouvoir étatique et ses institutions. Les puissants deviennent alors la puissance publique même, s'identifient à elle, et modifient irréversiblement son exercice social. É. Patlagean analyse cette révolution aristocratique en cherchant où se rencontrent, se définissent et agissent le privé et le public.

L'utilisation du système antique pour des objectifs nouveaux, ceux de l'aristocratie, est mise en lumière par les donations, c'est-à-dire l'attribution à court terme d'un bien public. Ainsi l'aristocratie, devenue parentèle impériale, investit l'État à travers la dévolution des revenus fiscaux qui sont assignés directement par l'empereur. Ce dernier garde intact le fonc-

tionnement du fisc car les mouvements des terres et des rentes du sol demeurent à l'intérieur de la sphère publique. La *pronoia*, une concession de terre contre un service armé, est de nature exclusivement publique, et le titulaire occupe une position ambiguë entre public et privé. L'auteur use pour expliquer cette ambiguïté d'un modèle novateur, l'organisation de la terre en deux circuits : l'un privé – réalisé par ventes, locations, transmissions, etc. ; l'autre public – qui coiffe le premier par le fisc et inclut le domaine impérial et celui de l'Église. L'État demeure ainsi inévitablement une nécessité.

Aux *xii<sup>e</sup>*-*xiii<sup>e</sup>* siècles, les aristocraties se multiplient par des alliances avec les Latins, les Slaves, les Bulgares, les Hongrois, et dupliquent ensuite le modèle impérial. 1204 est compris comme le catalyseur d'une évolution déjà en cours auparavant. Le modèle chéri du déclin de Byzance, produit d'une vision anachronique de l'État, est remplacé ici par un modèle nouveau de reproduction du pouvoir étatique byzantin. Celle-ci nécessitait d'une part une légitimité de pouvoir, toujours fournie par un lien avec la parentèle impériale, et de l'autre un ajustement du modèle impérial à la dimension territoriale. La puissance publique fonctionne si naturellement au *xiii<sup>e</sup>* siècle dans sa forme plurielle que le retour à l'État singulier avec la reconquête grecque de Constantinople en 1261 s'avère aussi impossible que superflu. Ce succès, que l'auteur oppose au modèle stéréotypé d'une dissolution de l'État, apparaît dans la permanence des institutions, l'institution fiscale en premier lieu, qui préserve la définition de la propriété publique tout en permettant sa concession selon les moyens développés avant 1204. Du côté de la légitimité impériale, l'invention du titre de *despotes* attribué par l'empereur à d'autres souverains byzantins permet la continuation du fonctionnement pluriel de l'État jusqu'au *xv<sup>e</sup>* siècle, sans que l'idée de l'empire soit ébranlée.

Telle est la révolution que propose É. Patlagean dans la lecture de l'histoire de Byzance pour ces périodes, restées jusqu'ici problématiques. L'occultation de Byzance dans l'analyse du système féodal et du Moyen Âge européen a privé les historiens de Byzance des structures médiévales dont ils avaient

besoin pour analyser leur objet de recherche. *Un Moyen Âge grec* leur fournit un modèle en faisant la preuve que, dans notre époque de primauté de l'histoire culturelle, une analyse structurale reste indispensable. Mais l'auteur ne propose pas une adaptation byzantine aux modèles occidentaux, comme l'avait tenté Georges Ostrogorsky, elle développe une analyse qui révèle la raison d'être d'une structure particulière. Celle-ci fonctionne parallèlement au modèle de *La société féodale*. É. Patlagean ne montre pas seulement que Byzance fait partie de « la grille historique élaborée par et pour un certain Occident », mais aussi à quel point la recherche historique sur cet Occident a besoin de Byzance. C'est l'histoire de celle-ci qui éclaire ici la partie la moins compréhensible de la société médiévale : le public. L'histoire de Byzance du IX<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle se déroule autour d'une ambiguïté entre ce qui est privé et ce qui fait le public. Cette ambiguïté devient déterminante dans la dialectique entre les forces sociales privées, qu'on les appelle seigneuriales ou non, et le pouvoir impérial hérité de l'empire romain tardif. M. Bloch n'a pas pu la mettre en relief parce qu'il a déclaré son Europe « fille des invasions ». Elle a plané jusqu'ici, dans son absence énigmatique, sur la question féodale. É. Patlagean la rend visible, et révèle à quel point elle est déterminante pour saisir cette dernière. C'est la grande contribution que Byzance offre au médiéviste occidental et au médiéviste tout court. L'auteur adresse au livre de M. Bloch une réplique qui en renouvelle aujourd'hui la lecture en présentant à l'Occident sa parenté oubliée en miroir.

YOUVAL ROTMAN

### **Dominique Iogna-Prat**

*La Maison Dieu. Une histoire monumentale de l'Église au Moyen Âge, v. 800-v. 1200*  
Paris, Éd. du Seuil, 2006, 683 p.

Spécialiste de l'institution ecclésiale au Moyen Âge et auteur en 1998 d'un livre important, *Ordonner et exclure. Cluny et la société chrétienne face à l'hérésie, au judaïsme et à l'islam (1000-1150)*, Dominique Iogna-Prat donne

avec *La Maison Dieu* un ouvrage appelé à faire date dans la recherche en histoire médiévale et au-delà, alliant une méthode scrupuleuse qui le conduit à entrer dans le détail de dossiers érudits, et un horizon problématique ouvert sur la sociologie, l'anthropologie, l'histoire de l'art ou la psychanalyse.

Le livre part de la question de savoir comment l'église, au sens du bâtiment, est devenue un lieu majeur de l'organisation sociale au cours du Moyen Âge, alors que rien ne l'y prédisposait dans les Évangiles, le Christ affirmant au contraire : « là où deux ou trois se trouvent réunis en mon nom, je suis au milieu d'eux » (Mat. 18, 20). L'hypothèse est que cette promotion du lieu de culte révélerait la singularité du rapport entre Église et société dans le monde occidental, à condition qu'on le saisisse dans la longue durée.

La première partie propose ainsi une sorte de préhistoire de l'église, entre 300 et 800, et vise à établir le point auquel, à rebours du sens commun, la société tardo-antique en cours de christianisation ignore largement l'idée d'une hiérarchisation de l'espace autour de pôles de sacralité représentés par des bâtiments. Dans un premier temps, le statut du sanctuaire dans le droit romain ne semble pas avoir marqué les pratiques chrétiennes, qui mettaient davantage l'accent sur la cité céleste, l'omniprésence de Dieu, et la communauté des fidèles. L'Église des premiers siècles ne connaît pas le rituel de consécration, ni celui de pose de la première pierre, et ce n'est que très lentement, au fur et à mesure de son institutionnalisation et de la conversion de la culture antique, que le lieu physique de l'église est pris en compte. Le premier basculement s'opère finalement autour de 800, au moment où convergent l'héritage romain des discours sur les lieux sacrés, l'apport intellectuel du Pseudo-Denys, « Hegel des temps anciens » selon le mot de Michel de Certeau, qui permet de penser le lien entre édification du fidèle et construction de l'église/Église, et la nouvelle institution impériale carolingienne, porteuse d'un projet de mise en ordre de la société et de l'espace.

La seconde grande partie du livre est consacrée à ces « constructions ecclésiales carolingiennes » dont les effets se font sentir